



Melun, le 8 novembre 2019

Le mardi 29 octobre 2019, M Valès a décidé de présenter le Nouveau Réseau de Proximité issue de la période « dite de concertation ».

Il a convié les organisations syndicales par le mail suivant :

« Je souhaite vous présenter en même temps que les cadres et les agents le nouveau réseau de proximité issu de la concertation. Je vous propose donc de nous rencontrer le mardi 29 octobre à 14 h ».

Mais, où sont les cadres, où sont les agent-es ? .....PERSONNES autour de la table ! A part les organisations syndicales !

Au nom de l'intersyndical, Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP, les échanges suivants ont eu lieu :

- les agent-es ont-ils-elles été convoqué-es, pouvaient-ils-elles prétendre à des autorisations d'absence pour entendre de leur Directeur les suites de la...« concertation avec les cadres, les agents, les élus » ?

Le Directeur, par une pirouette, a répondu qu'il comptait sur les représentant-es des personnels pour informer leurs collègues !

- la réunion du 29 octobre, a été organisée pendant les vacances scolaires : le Directeur répond qu'il s'est engagé à informer les agent-es avant la fin du mois d'octobre, c'est chose faite.
- les représentant-es des personnels déplorent ne pas avoir eu de documents de travail en amont. Ils leur ont été remis en fin de séance.

M Valès dit vouloir rapprocher les compétences des agent-es des Finances Publiques avec celles des agent-es territoriaux pour un service plus proche aux usager-ères, permettre à ces mêmes usager-ères de régler leurs impôts et factures (crèches, cantine ...) dans les bureaux de tabac, ouvert 70 h semaine, le samedi et même le dimanche matin au lieu des 24 h actuelles dans les Centres de Finances Publiques. Les factures seront sécurisées et confidentielles (mise en place du datamatrix sur les factures : le buraliste ne verra que la somme à payer), les paiements partiels seront possibles.

L'intersyndical comprend : application drastique des consignes de Bercy : Faire des économies

- ECONOMIE de personnel et de personnel de pleine compétence, formé à l'ENFiP ayant le statut d'agent-es des Finances Publiques, fin des caissier-ères, fin des agent-es de recouvrement.
- ECONOMIE dans la gestion du budget (plus de transferts de fonds par exemple) mais inquiétude importante de la part de l'Intersyndical envers les buralistes qui verront leur caisse numéraire ainsi que les risques que cela encourt augmenter (des braquages existent déjà chez les buralistes, rétorque le Directeur).
- Démantèlement et fin du service publique pourtant tant apprécié et réclamé par les usager-ères, comme en témoigne les nombreuses signatures de notre pétition allant à l'encontre de ce projet.

Concernant nos missions, le Directeur compte sur le fait que les agent-es les suivent. À défaut, et uniquement dans les immeubles domaniaux, les agent-es resteront sur place, feront du travail à distance, un nouveau management de la pratique du travail à distance est en cours.

Les agent-es sur place assureront un accueil polyvalent (SIP/SIE/SPL).

À titre d'information et sans engagement de leur part, les agent-es dont les postes sont supprimés seront invité-es à exprimer leur souhait. Ils seront prioritaires lors des demandes de mutations.

Dans les communes que l'on quitte, des agent·es des Finances Publiques assureront des permanences, cela répond à une demande des élu·es soucieux·ses de savoir, comment seront gérés leurs administré·es.

Au lieu de 7 conseils décideurs locaux prévus (CDL), 12 seront créés d'ici 2023.

10 contrats de Maison de Service Au Public (MSAP) sont passés à ce jour (Accord conclu pour la création d'une MSAP à La Ferté-sous-Jouarre, le Maire est en recherche de locaux)

Le Directeur assure que des accueils pour palier aux problèmes de vie sont déjà assurés par les CCAS. Il entend renforcer leur mission en proposant une formation fiscale, de la documentation, un référent fiscal. Une convention sera signée entre la commune et la DDFiP avec engagement de faire remonter les dossiers complexes en matière fiscale au centre des Finances Publiques.

Tout est mis en place par la DDFiP pour appâter : suivi de missions avec prime de restructuration, maintien à résidence avec travail à distance.

Mais en fait, ce sont nos missions qui disparaissent, ne nous méprenons pas .

Le directeur a tout de même souligné que tout cela n'était encore qu'un projet (cela peut encore évoluer). Pour rappel lors de la première mouture du 6 juin 2019 : à Provins, le SIP fermait, la trésorerie également, aujourd'hui le SIP reste sur le site, un Service de Gestion Comptable est créé, et c'est le SIE qui ferme ! Quels seront les prochains changements de la sorte ?

Tous les sites peuvent être impactés, tous les agent·es sont concerné·es !

Il a également indiqué que la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité se ferait en deux temps, celui de la gestion des implantations des services en premier lieu, puis celui de la gestion des personnels (mutations, télétravail, travail à distance).

Pour l'intersyndical Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP, c'est NON !

Nous avons une autre vision de la DGFIP qui passe par la stabilisation du réseau actuel, par aucune fermeture de services, par aucune suppression d'emplois et par son renforcement aussi bien sur le plan humain qu'en matière de compétence.

Nous voulons une DGFIP avec de vraies ambitions, une DGFIP de proximité et technicienne dont les missions sont exercées par des agent·es titulaires de la DGFIP.

## **MAINTIEN ET RENFORCEMENT DE TOUS LES SERVICES DE PLEINE COMPETENCE**

## **MAINTIEN DU SERVICE PUBLIC POUR TOUTES ET TOUS**

## **RETRAIT DU PLAN DARMANIN**

Le 14 novembre , jour de grève nationale à la DGPIIP, toutes et tous continuons à dire NON au Nouveau Réseau de Proximité , allons le crier haut et fort à Bercy :

**C'est Bercy qui décide  
C'est à Bercy qu'il faut aller le dire !**